

Déclaration des ONG pour un minimum vital social

Préoccupées par les attaques politiques et médiatiques menées en Suisse contre le minimum vital social et l'aide sociale, quelque 20 organisations actives dans le domaine social (CSP, AvenirSocial, Caritas, OSEO, Pro Infirmis, Travail.Suisse, USS, etc.) ont rédigé une déclaration pour un revenu minimum vital social. Elles indiquent notamment que les attaques actuelles contre l'aide sociale « reflètent, non seulement un manque de connaissance du système de l'aide sociale et de sa connexion aux autres systèmes de sécurité sociale (en particulier le report de charges de l'assurance chômage et de l'assurance invalidité), mais aussi une profonde méconnaissance de la réalité sociale. Ces attaques occultent ce que cela signifie de devoir se contenter du minimum vital dans la vie quotidienne et s'accommoder de grosses intrusions dans la vie privée, et des conditions très restrictives pour être autorisé à la recevoir. Pour les personnes concernées, elles constituent une menace existentielle et représentent pour l'ensemble de la société une mise en péril de la cohésion sociale. »

Il s'agit pour ces organisations de combattre la pauvreté et non de lutter contre les pauvres. C'est pourquoi, elles s'engagent en vue de :

- garantir le minimum vital social ;
- répartir plus équitablement la charge de l'aide sociale entre les communes et les cantons ;
- veiller au maintien et à la consolidation des prestations d'assurance sociale dont la diminution conduit inévitablement à un report de charges sur l'aide sociale ;
- faciliter l'accès à la formation ;
- modifier les conditions cadres afin de renforcer les ressources individuelles ;
- veiller à la cohésion sociale et combler le fossé entre pauvres et riches ;
- soutenir et renforcer les personnes grâce à l'aide sociale.

Pour en savoir plus, voir notre rubrique [Social > Pauvreté > Lutte contre la pauvreté](#)